

Proposition d'encadrement de doctorat en socio-anthropologie au Cambodge

Le/la doctorant.e travaillera en lien avec Frédéric Bourdier, porteur du projet interdisciplinaire SOMANARE (*Sécurité foncière et accès aux ressources naturelles: idées globales, relais régionaux et mouvement sociaux en Asie du Sud-Est*).

Il sera inscrit à l'Ecole doctorale de géographie de Paris auprès de laquelle il pourra effectuer une demande de contrat doctoral en juin 2019. L'IRD, institut de rattachement de F. Bourdier, offre également la possibilité de déposer une demande de contrat doctoral ARTS (de 12 à 36 mois, pour un étudiant.e de nationalité étrangère, selon le coût de la vie dans le pays concerné) : la demande est à préparer et à fortifier pour une soumission au début du mois de septembre 2018.

L'UMR *Développement et sociétés* recherche un.e étudiant.e motivé.e, autonome, pouvant s'intéresser à une problématique au cœur des défis environnementaux et sociétaux en Asie du Sud-Est. Elle constitue aussi une entrée clé pour l'axe 1 de recherche de l'UMR.

Cette thématique, encore peu traitée, au Cambodge vise à comprendre certains mécanismes socio-culturels et politico-économiques, jusque-là sous-estimés, liés à diverses formes de dépossessions foncières.

Les micro-crédits à l'assaut des terres hypothécables : la contribution des banques à l'insécurité foncière en milieu rural cambodgien

Objectifs :

La présente recherche se propose de cerner dans ses multiples détails l'impact du micro-crédit au sein de la société rurale cambodgienne et de voir en quoi l'expansion du micro-crédit affecte l'accès et le contrôle à la terre. Elle vise in fine à dévoiler les usages des terres confisquées aux emprunteurs non-solvables par les institutions de micro-crédit qui essaient.

Contexte :

Fortement incité par les agences internationales et les pays développés depuis les années 90, le gouvernement cambodgien encourage l'accès à la propriété privée pour stimuler la croissance économique. Les trois mots d'ordre qui dominent consistent à garantir la sécurité foncière, favoriser le marché de la terre et, *last but not least*, encourager l'accès au crédit.

Plus de 70% de la population cambodgienne vit en milieu rural et dépend étroitement de l'agriculture comme source de vie et de revenus. Le pays détient l'un des taux le plus élevé au monde d'emprunteur rural ayant recours à la micro-finance, et environ 80 de ces clients sont des femmes. Des sources, modérées quant à leurs estimations, indiquent l'existence de plus de 50 institutions pratiquant la micro-finance. Ces dernières servent 2,3 millions d'emprunteurs, cumulant un total de 5,6 milliards de dollars (étude réalisée en 2013). Les cibles prioritaires des stratégies d'approche des commerciaux bancaires, particulièrement persuasives pour ne pas dire agressives, sont les individus solvables, préférentiellement ceux en mesure d'hypothéquer leur terre.

Indubitablement, le système de crédit tel qu'il est présenté, serait en voie de transformer les dynamiques de transaction agricole de part et d'autre du pays. Un rapport déjà ancien de la Banque mondiale stipule qu'entre 1997 et 2003 le nombre de personnes ayant perdu leur terre agricole serait passé de 13% à 20%, tandis que des ONG locales recensent près de 600 000 personnes dépossédées de leur terre de 1997 à 2013.

Les chiffres ne rentrent pas dans le détail mais grandes sont les chances à ce que nombre d'entre elles aient perdu leur terre suite à un emprunt qu'elles ne pouvaient pas honorer. Ce phénomène serait tellement récurrent qu'il en est venu à altérer la perception d'une grande majorité de paysans au capital social limité qui se représentent dorénavant le crédit à l'instar d'une épée de Damoclès. Des auteurs comme Bylander (2013) ont démontré que de nombreux paysans pauvres assimilent les investissements en agriculture à un gage de vulnérabilité accru susceptible d'aggraver significativement leur situation de dépendance et de misère économique.

Etat de la question : Le gouvernement comme les acteurs internationaux ne cessent d'affirmer que la micro-finance et l'accès au titre de propriété foncière constituent deux ingrédients majeurs pour une croissance économique rurale optimale. Au-delà de ces déclarations rémanentes, rares sont les études au Cambodge, à évaluer scientifiquement la portée d'une telle affirmation relevant davantage de l'idéologie que d'une analyse consciencieusement passée en revue et confirmée. Tout semblerait, au-delà des apparences, que la micro-finance (tout comme la privatisation des terres qui jadis relevaient du collectif) représente un cas d'« accumulation primitive » qui incorpore les paysans et les espaces agricoles dans une forme de capitalisme exacerbée alimenté par la dette et la privatisation.

Quelques investigations liminaires dans des zones rurales laissent entendre que la micro-finance, conjointement avec la titularisation foncière individuelle et privée, concourt à l'émergence d'une nouvelle dynamique sociale insidieuse renforçant l'expropriation foncière. L'officialisation des titres de propriétés individuelles, jusque-là reconnue comme la « potion magique » sécuritaire par excellence, reconfigure le pouvoir territorial de l'état au niveau local, tandis que les politiques et pratiques néo-libérales associées à l'accès au crédit créent de nouvelles formes de disciplines et de subjectivités qui façonnent les processus de dépossession de terres familiale à usage agricole. L'un fonctionne avec l'autre (terre et crédit), d'où l'importance de les prendre en considération ensemble. Les résultats de cette thèse sauront nous en dire plus.

Méthodologie : En l'absence d'enquêtes préalables, il n'est encore guère possible – et il serait même contre-productif de préparer un modèle pré-formaté - de faire un inventaire des ouvertures méthodologiques préconisées. Les seules considérations que l'on peut tenir pour certaines reviennent à envisager une approche de terrain tant quantitative et globale des dispositifs et stratégies d'attraction des agences de prêts (ne serait-ce que pour en mesurer l'étendue, la portée, les variations, les rémanences, etc.) que qualitative et micro-centrée afin de cerner correctement et exhaustivement la conjonction des mécanismes socioculturels et politico-économiques à l'œuvre dans les entreprises de décision de demande de prêt. Il va sans dire que l'accent sera mis également sur les dynamiques d'interaction entre les demandeurs de prêts et le personnel recruté par les agences de microcrédit, puisque les rencontres entre les deux parties constituent un temps fort en ce qui concerne le caractère éligible, assorti de la volonté de demander un prêt.

Eligibilité : tout(e) candidate, avec inscription en thèse de doctorat à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Cadre institutionnel pour la thèse : UMR 201 *Développement et sociétés* / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Contacts : Frédéric Bourdier (anthropologue, IRD, fredericbourdier11@gmail.com) et Pierre Janin (géographe, IRD, pierre.janin@ird.fr)